

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE – PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Pouvoir adjudicateur exerçant la Maîtrise d'ouvrage

Monsieur le directeur de
L'INSA Strasbourg
24 boulevard de la Victoire
67084 STRASBOURG Cedex

Objet du marché

MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REORGANISATION DE TROIS NIVEAUX DU
BATIMENT C DE L'INSA STRASBOURG

MP 2025-15

Marché passé selon une procédure adaptée en application de l'article R. 21213-1 du code de la commande publique

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au **mois de janvier 2026** (mois m0).

Date du contrat
Montant T.T.C.
Imputation

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES	4
1-1. Objet du marché	4
1-1-1. Règles applicables à la consultation	4
1-1-2. Procédure de consultation	4
1-1-3. Nomenclature	4
1-1-4. Obtention du DCE.....	5
1-1-5. Transmission électronique des offres.....	5
1-1-6. Date et heure limites de réception des offres	5
1-1-7. Conditions de remise des plis (par voie électronique)	5
1-1-8. Analyse et classement des offres	5
1-1-9. Délais et planning.....	6
1-2. Objet des travaux.....	6
1-3. Titulaire du marché	6
1-4. Sous-traitance.....	6
1-5. Contenu de la mission	6
1.5.1. Eléments de mission de base	6
1.5.2. Autres éléments de mission de maîtrise d’œuvre.....	7
1.6 La décomposition en tranches.....	7
1-7. Intervenants.....	7
1-7.1. Maîtrise d’ouvrage	7
1-7.2. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (S.P.S.)	7
1-7.3. Ordonnancement, pilotage et coordination	7
1-7.4. Contrôle technique.....	7
1-8. Mode de dévolution des travaux	8
1-9. Dispositions générales	8
1-9.1 Mesures d’ordre social – Application de la réglementation du travail	8
1-9.2 Disposition applicable en cas d’intervenants étrangers ou de travailleurs détachés	8
1-9.3 Responsabilités et Assurances.....	9
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHES	10
2-1. Pièces particulières :	10
2-2. Pièces générales :	10
ARTICLE 3. REMUNERATION - REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX.....	11
3-1. Rémunération.....	11
3-1.1. Généralités.....	11
3-1.2. Montant.....	11
3-1.3. Modification	11
3-2. Règlement des comptes.....	11
3-2.1. Modalités du règlement par virement	11
3-2.2. Rythme des règlements	11
3-2.3. Rémunération des éléments de mission	13
3-2.4. Modalités de paiement des cotraitants et des sous-traitants.....	14
3-2.5. Acompte.....	14
3-2.6. Solde	15
3-3. Variation dans les prix	16
3-3.1. Mois d’établissement des prix du contrat	16

3-3.2. Choix de l'index de référence.....	16
3-3.3. Modalités de révision des prix.....	16
3-3.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée	16
ARTICLE 4. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	17
4-1. Coût prévisionnel des travaux.....	17
4-2. Taux de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.....	17
4-3. Seuil de tolérance.....	17
4-4. Coût de référence des travaux.....	17
4-5. Variantes et solutions techniques complémentaires ou alternatives	18
ARTICLE 5. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	18
5-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement ..	18
5-2. Taux de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux	19
5-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	19
5-4. Comparaison entre réalité et tolérance.....	19
5-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires	19
5-5.1. Définition.....	19
5-5.2. Modalités d'acceptation	20
5-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance	20
5-7. Suivi de l'exécution des travaux.....	20
5-8. Ordres de service	20
ARTICLE 6. DELAIS ET PENALITES	20
6-1. Point de départ du délai par éléments de mission	20
6-1.1. Etudes :.....	20
6-1.2. ACT :	21
6-1.3. DET :	21
6-1.4. OPC :	21
6-1.5. AOR :	22
6-2. Délais et pénalités	22
6-2.1. Délais et pénalités appliqués aux éléments de mission	22
6-2.2. Autres pénalités.....	23
ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT DE SURETE.....	23
7-1 Retenue de garantie	23
7-2 Avances	23
ARTICLE 8. APPROBATION - RECEPTION - ACHEVEMENT DE LA MISSION	23
8-1. Approbation ou accord des documents présentés par le maître d'œuvre	23
8-1.1. Présentation des documents.....	23
8-1.2. Nombre d'exemplaires	23
8-1.3. Délais d'approbation des documents d'études	24
8-1.4. Délais d'approbation des autres documents présentés.....	24
8-2. Achèvement de la mission	24
8-3. Arrêt de l'exécution des prestations	25
8-4. Résiliation du contrat	25
8-4.1. Résiliation du fait du maître de l'ouvrage	25
8-4.2. Résiliation du contrat au tort du maître d'œuvre ou cas particulier	25
8-4.3. Résiliation du contrat pour redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.	25
ARTICLE 9 – AUTRES CLAUSES	25

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné « Maître de l'ouvrage ».

PREAMBULE

CAS PARTICULIER EN PERIODE DE SERVICES VOTES

La notification ne pourra pas avoir lieu en période de services votés, la loi de finances 2026 devra être votée pour permettre la notification de ce marché.

Une prolongation ou une interruption de la consultation pourra être envisagée en cas de dépassement de la date de validité des offres (120 jours à compter de la date limite de réception des offres)

L'attribution et la notification du marché ne pourra se faire qu'à la sortie de la période des services votés.

ARTICLE 1. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses particulières (CCP) est un marché de maîtrise d'œuvre en vue de la réorganisation de trois niveaux du bâtiment C de l'INSA Strasbourg, 24 boulevard de la Victoire.

À la suite des travaux du projet campus et la réorganisation des locaux ainsi que le déménagement des services au bâtiment A, nous disposons d'espaces vacants. L'INSA Strasbourg souhaite réorganiser ces espaces pour son programme pédagogique et de la recherche. Le bâtiment date des années 1960.

Ce bâtiment a déjà fait l'objet de plusieurs opérations aussi bien énergétique que sécurité incendie.

Les travaux envisagés portent sur la réfection des espaces libérés en décroisonnement, travaux de faux plafond, travaux de revêtement du sol, peinture, travaux électriques, travaux de câblage informatique en respectant le budget disponible. L'INSA dispose d'un diagnostic avant travaux ainsi qu'une APS établie par un maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre devra intégrer dans sa proposition la contrainte forte liée au planning des travaux. Il fera notamment des propositions sur l'organisation du chantier en site occupé ainsi que le mode opératoire selon la disponibilité des salles de cours et des travaux durant la fermeture du bâtiment en juillet et août, avant la reprise des cours en septembre.

Les différents relevés ainsi que la création de l'ensemble des plans du bâtiment font partie intégrante de la mission.

L'INSA se retrouve dans le périmètre de protection des bâtiments classés ou inscrits au titre des monuments historiques. Le maître d'œuvre devra réaliser l'ensemble des démarches administratives pour obtenir les autorisations nécessaires auprès de l'ABF et de la police du bâtiment.

L'INSA de Strasbourg est un établissement classé ERP type R-L-W de 2ème catégorie.

1-1-1. Règles applicables à la consultation

1-1-2. Procédure de consultation

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée avec mise en concurrence fondée sur les articles R2123-1 et R. 2123-4 à 7 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

1-1-3. Nomenclature

La nomenclature européenne CPV associée à la présente consultation est : 71240000-0

1-1-4. Obtention du DCE

La procédure est entièrement dématérialisée et oblige le candidat à déposer son offre par voie électronique. Le dossier de consultation est accessible sur « PLACE » à l'adresse suivante **<https://www.marches-publics.gouv.fr>**. Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'envoyer aux candidats, des modifications de détails apportés au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Conformément aux articles R2132-1 et R2132-2 du Code de la commande publique et à l'article 4.2 du CCAG-MOE, tous les documents nécessaires à la consultation sont mis à disposition des candidats sur le profil d'acheteur.

1-1-5. Transmission électronique des offres

Chaque enveloppe doit contenir :

- **Candidature :**
 - formulaires administratifs (DC1/DC2) ;
 - attestations fiscales et sociales ;
 - références ;
 - CV ;
 - assurances.
- **Offre :**
 - note méthodologique ;
 - planning prévisionnel ;
 - organisation de l'équipe ;
 - acte d'engagement accompagné de son annexe 1 : décomposition et répartition de la rémunération.

1-1-6. Date et heure limites de réception des offres

La date limite de réception des candidatures et des offres est fixée au :

Vendredi 23 janvier 2026 à 12h00.

Conformément à l'article R2143-2 du Code de la Commande Publique, les candidatures et les offres reçues hors délai sont éliminées.

Les offres sont valables 120 jours à compter de la date de réception des offres.

1-1-7. Conditions de remise des plis (par voie électronique)

Les candidats doivent impérativement remettre leur candidature et leur offre par voie dématérialisée exclusivement sur la plateforme d'acheteur **<https://www.marches-publics.gouv.fr>** avant la date et l'heure limite de réception des offres.

1-1-8. Analyse et classement des offres

L'analyse des offres sera effectuée par le Pouvoir Adjudicateur et les offres seront notées et classées par ordre décroissant. L'offre la mieux notée est retenue.

Pour les candidats dont les offres sont jugées recevables, l'examen des offres et leur jugement sera effectué en fonction des critères notés et pondérés de la manière suivante :

- Critère prix : pondération 40 %
- Critère technique : pondération 60 %

1-1-9. Délais et planning

Le délai d'exécution du présent marché démarre à compter de sa date de notification (prévue début février 2026). Un planning prévisionnel de la mission de maîtrise d'œuvre devra être transmise à l'offre par le candidat.

1-2. Objet des travaux

Le programme joint au présent marché décrit les travaux à réaliser et les exigences du maître d'ouvrage.

1-3. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire, désignées dans le présent cahier des clauses particulières (CCP), sous le nom de "maître d'œuvre", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

1-4. Sous-traitance

Le maître d'œuvre ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché en particulier compte tenu des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le maître d'œuvre doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article L 2142-1 de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-9 ci-après.

1-5. Contenu de la mission

La mission confiée au maître d'œuvre est établie conformément à :

- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 (version consolidée du 30 mars 2017) relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- L'arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé.

1.5.1. Eléments de mission de base

- DIAG études de diagnostic
- AVP études d'avant-projet y compris autorisations administratives (autorisation de travaux) ;
- PRO études de projet ;
- DCE documents pour que les entreprises puissent répondre ;
- ACT assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des marchés de travaux ;
- EXE ensemble des études d'exécution (y compris le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux et la totalité des études de synthèse) ;
- DET direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- AOR assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A.) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ;

Le contenu de chaque élément est celui qui figure aux annexes I et II de l'arrêté du 21 décembre 1993.

La mission de base intègre les obligations relatives à la gestion des déchets de chantier au sens de la loi n°75.633 du 15 juillet 1975, modifiées et des textes d'application.

La mission EXE comprend les études de synthèse.

1.5.2. Autres éléments de mission de maîtrise d'œuvre

- OPC ordonnancement, pilotage et conduite des travaux.

1.6 La décomposition en tranches

Le présent marché ne comporte pas de tranche.

1-7. Intervenants

1-7.1. Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est :

Monsieur le directeur
INSA Strasbourg
24 boulevard de la Victoire
67084 STRASBOURG Cedex

1-7.2. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (S.P.S.)

L'opération objet du présent marché relève du niveau III au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur sera alors communiqué au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre devra faciliter l'exercice de la mission du coordonnateur SPS confiée par le maître d'ouvrage.

A cet effet, le maître d'œuvre devra communiquer au coordonnateur tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de sa mission pendant la phase de conception des ouvrages, pendant la préparation des marchés et pendant le déroulement des travaux et y compris les levées de réserves.

Le maître d'œuvre doit tenir compte, à ses frais, pour sa mission conception et faire appliquer pour la phase réalisation l'ensemble des observations du coordonnateur que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études de conception qu'au stade de la réalisation des ouvrages.

1-7.3. Ordonnancement, pilotage et coordination

La réalisation des prestations OPC est confiée au titulaire du présent contrat.

1-7.4. Contrôle technique

La mission de contrôle technique sera attribuée ultérieurement, le nom du contrôleur technique sera alors communiqué au maître d'œuvre.

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont relatives aux missions L+LE+S+VIEL.

Le maître d'œuvre doit intégrer dans ses études, sans rémunération supplémentaire, l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître de l'ouvrage lui a notifié, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études qu'à celui de la réalisation de l'ouvrage.

Si ces remarques interviennent après la mise au point des marchés de travaux et font suite, soit à l'application d'une réglementation nouvelle, soit à la modification d'une réglementation

existante, les études supplémentaires peuvent donner lieu à une rémunération complémentaire pour le maître d'œuvre. Cette rémunération est négociée avec le maître de l'ouvrage et un avenant est établi le cas échéant.

1-8. Mode de dévolution des travaux

La dévolution des travaux donnera lieu à des marchés séparés. Une tranche ferme et une tranche optionnelle sera à prévoir (voir programme).

Le montant des dépenses de ce marché public est estimé à 585 000 € HT.

Les marchés de travaux seront passés selon des procédures adaptées en application de l'article R. 2123-1 du code de la commande publique.

1-9. Dispositions générales

1-9.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le maître d'œuvre est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles.

L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-9.2 Disposition applicable en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le maître d'œuvre est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code

9/61 du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé cas de variation de change.

Si le maître d'œuvre entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à R. 2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

- "J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°.....
- du ayant pour objet
- Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.
- Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-2.4 du présent CCP.
- Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail

1-9.3 Responsabilités et Assurances

A. Responsabilité

D'une façon générale, le maître d'œuvre assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le maître d'œuvre répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code Civil.

B. Assurances

B1. Assurance de la responsabilité décennale et des risques annexes

Les maîtres d'œuvre déclarent disposer de garanties couvrant :

- leur responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 2270 du Code Civil et conformément à l'article 1 241-1 du Code des Assurances, et aux clauses types prévues à l'annexe I de l'article A 243-1 du Code des Assurance ;
- les risques d'effondrement ou de menace d'effondrement avant réception ;
- la garantie de bon fonctionnement minimale de deux ans des éléments d'équipement au sens de l'article 1792-3 du Code Civil ;
- les dommages immatériels consécutifs après réception ;
- les conséquences des erreurs sans désordre avant réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

Les maîtres d'œuvre doivent justifier de ces garanties par une attestation, émanant de leur compagnie d'assurance et par les attestations de leurs sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

B2. Assurance de responsabilité civile professionnelle

Les maîtres d'œuvre et, le cas échéant, leurs sous-traitants doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile autre que décennale en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000,00 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels consécutifs ou non : 750 000,00 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les maîtres d'œuvre doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au Maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du Maître de l'ouvrage, les maîtres d'œuvre doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

2-1. Pièces particulières :

- l'acte d'engagement dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- l'annexe 1 à l'acte d'engagement – décomposition et répartition de la rémunération – dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- le présent CCP valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le programme des travaux.

2-2. Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.1 du présent CCP.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

ARTICLE 3. REMUNERATION - REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX**3-1. Rémunération****3-1.1. Généralités**

La rémunération est forfaitaire.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenant autre que la maîtrise de l'ouvrage au titre de la présente opération.

3-1.2. Montant

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

3-1.3. Modification

En cas de modification de la mission décidée par le maître de l'ouvrage, le contrat fait l'objet d'un avenant en application du paragraphe III de l'article 30 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993 et selon les modalités suivantes :

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du maître d'œuvre faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

Cette proposition est négociée sur la base des critères d'étendue et de complexité de la mission modifiée.

3-2. Règlement des comptes**3-2.1. Modalités du règlement par virement**

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage ;

3-2.2. Rythme des règlements

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 1-5 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément(s) de mission DIAG, AVP, PRO :

(1)	Exigibilité
-----	-------------

(1)	Exigibilité
70 %	Après recevabilité par le maître de l'ouvrage de l'ensemble des prestations exigées par l'élément de mission
30 %	Après approbation de l'élément de mission par la MOA et obtention de la/des autorisation(s) administrative(s) correspondante(s) à l'élément considérée.

Élément de mission ACT, DCE :

(1)	Exigibilité
50 %	Après recevabilité par le maître de l'ouvrage du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
30 %	Après recevabilité du/des rapport(s) d'analyse des offres.
20 %	Après la mise au point des marchés de travaux.

Élément de mission EXE :

(1)	Exigibilité
100 %	En fonction de l'avancement de la production des études d'exécution rapporté à la liste des études d'exécution à réaliser.

Élément de mission DET :

(1)	Exigibilité
100%	<p>En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux, chaque acompte ayant un montant de :</p> $\frac{DET}{N}$ <p>N étant le nombre de mois du délai d'exécution hors période de préparation de chantier.</p>

Élément de mission OPC :

(1)	Exigibilité
20%	Après notification à l'ensemble des entrepreneurs du calendrier détaillé d'exécution des travaux.

(1)	Exigibilité
70%	<p>En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux et du calendrier détaillé d'exécution mis à jour, chaque acompte ayant un montant de :</p> $\frac{70\% \text{ de DET}}{N}$ <p>N étant le nombre de mois du délai d'exécution hors période de préparation de chantier.</p>
10%	A l'issue des opérations préalables à la réception du (dernier) marché de travaux.

Élément de mission AOR :

20%	Après la réception par le maître de l'ouvrage de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le maître d'œuvre.
20 %	Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles de celles-ci par le maître d'œuvre.
15 %	Après la réception par le maître de l'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressées par le maître d'œuvre.
30%	Après réception par le maître de l'ouvrage de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).
15%	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître de l'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre le début de réalisation des prestations et le premier acompte ou entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du maître d'œuvre.

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le maître d'œuvre indique le pourcentage d'avancement de l'élément de mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement. Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3-2.3. Rémunération des éléments de mission

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il est procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement du premier acompte postérieur à la notification de cet avenant, à un réajustement du montant des éléments de mission payés sur la base du forfait provisoire.

3-2.4. Modalités de paiement des cotraitants et des sous-traitants

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-PI, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du maître de l'ouvrage, au maître d'œuvre du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du maître d'œuvre contre récépissé ;
- Le maître d'œuvre dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au conducteur d'opération ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître de l'ouvrage, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le maître d'œuvre a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- Le maître de l'ouvrage adresse sans délai au maître d'œuvre une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître de l'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.1 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du maître d'œuvre sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le maître d'œuvre n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par la maîtrise d'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître de l'ouvrage informe le maître d'œuvre des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le maître d'œuvre est tenu de fournir au maître de l'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le maître d'œuvre ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-2.5. Acompte

L'Etat a mis une solution informatique gratuite pour que les fournisseurs transmettent leurs factures dématérialisées en un point unique : CHORUS PORTAIL PRO (CPP), à l'adresse internet suivante <https://chorus-pro.gouv.fr>. Les factures (notes d'honoraires) sont obligatoirement transmises au pouvoir adjudicateur via cette solution.

1. Demande d'acompte

La demande d'acompte, établie par le maître d'œuvre, est déposée sur chorus-pro à l'attention du maître de l'ouvrage.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du contrat par référence aux éléments de mission définis à **l'article 1.5** du présent contrat, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors T.V.A.

2. Acompte

A partir de la demande d'acompte présentée par le maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte qui fait ressortir :

- a) l'évaluation, en prix de base, de la fraction du montant du contrat à régler compte tenu des prestations effectuées depuis le début du contrat ;
- b) les pénalités ou réfections éventuelles prévues au présent contrat, et ce, depuis le début du contrat ;
- c) l'évaluation, en prix de base et hors T.V.A., du montant dû au maître d'œuvre depuis le début du contrat, qui est égal au poste **a** diminué du poste **b** ci-dessus ;
- d) le montant, en prix de base et hors T.V.A., du poste **c** de l'état d'acompte précédent ;
- e) le montant, en prix de base et hors T.V.A., dû au titre de l'acompte, qui est égal au poste **c** du présent état diminué du poste **d** ci-dessus ;
- f) l'incidence de la clause de variation des prix appliquée, conformément à l'article 3-3 du présent contrat, sur le poste **e** ci-dessus ;
- g) l'incidence de la T.V.A. ;
- h) le montant de l'acompte à verser, ce montant est la récapitulation des montants **e, f, g** et **h** ci-dessus.

3-2.6. Solde

1. Projet de décompte

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à **l'article 8-2** du présent CCP, le maître d'œuvre adresse à la maîtrise d'ouvrage le projet de décompte correspondant aux prestations fournies, en précisant leurs prix évalués en prix de base et hors T.V.A.

Ce projet de décompte est déposé sur chorus-pro à l'attention du maître d'ouvrage.

2. Décompte - Solde

Le montant du décompte est établi par le maître de l'ouvrage et correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre pour sa mission, diminué du montant cumulé des acomptes payés.

Le décompte du contrat fait apparaître :

- a) le montant, éventuellement rectifié par le maître de l'ouvrage, figurant au projet de décompte adressé par le maître d'œuvre ;
- b) les pénalités, réfections ou réductions éventuelles prévues au présent contrat, et ce, depuis le début du contrat ;
- c) le montant, en prix de base et hors T.V.A., dû au titre de la mission, qui est égal au poste **a** diminué du poste **b** ci-dessus ;
- d) le montant, en prix de base et hors T.V.A., du poste **c** de l'état d'acompte précédent ;
- e) le montant, en prix de base et hors T.V.A., du solde, qui est égal au poste **c** du présent décompte diminué du poste **d** ci-dessus ;
- f) l'incidence de la clause de variation des prix appliquée, conformément à l'article 3-3 du présent contrat, sur le poste **e** ci-dessus ;
- g) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance forfaitaire ;
- h) l'incidence de la T.V.A. ;
- i) l'état de solde, ce montant est la récapitulation des montants **e, f, g** et **h** ci-dessus.

- j) si des acomptes ont été versés, la récapitulation de ces acomptes ainsi que du solde à verser.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte du contrat avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 15 jours à compter de la réception du projet de décompte ;
- 15 jours à compter de la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Le décompte du contrat devient définitif après acceptation expresse ou tacite par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 25 jours, à compter de la notification du décompte par le Maître de l'ouvrage, pour lui présenter une réclamation. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le décompte.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du contrat, des variations des éléments constitutifs du coût des prestations, sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Mois d'établissement des prix du contrat

Les prix du présent contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.2. Choix de l'index de référence

L'index de référence / choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du contrat est l'index **Ingénierie** (base 2010) publié au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP et au Moniteur des travaux publics.

3-3.3. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n - 4 / I_0 - 4)$$

avec : $I_0 - 4$ = valeur de l'index du mois d'établissement des prix moins 4 mois ;

$I_n - 4$ = valeur de l'index du mois au cours duquel chacun des règlements prévus à l'article 3-2.2 est dû au maître d'œuvre, moins 4 mois.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

La valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Les calculs sont effectués avec un maximum de trois décimales. Le coefficient de révision C_n est arrondi de la façon suivante :

- si la 4^{ème} décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses) la 3^{ème} décimale est inchangée
- si la 4^{ème} décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses) la 3^{ème} décimale est augmentée d'une unité.

3-3.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent contrat sont exprimés hors T.V.A.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

ARTICLE 4. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

4-1. Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux **C** est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage défini à l'**article 2-1 de l'acte d'engagement**.

Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 (m_0 ETUDES) fixé en page de garde du présent CCP.

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux **C** sur la base des études d'Avant-Projet.

L'estimation prévisionnelle du maître d'ouvrage, hors T.V.A, de la part affectée aux travaux **C₀** est mentionnée à l'**article 2-1** de l'acte d'engagement.

Si l'estimation du coût prévisionnel des travaux proposées par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément Avant-Projet est supérieure à la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, le maître de l'ouvrage peut refuser d'approuver les prestations et demander au maître d'œuvre de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle citée ci-dessus.

Après approbation de l'Avant-Projet par le maître de l'ouvrage, l'avenant défini **au 3-2.3 ci-dessus** fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

En cas de modification ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, l'avenant défini **au 3-1.3** ci-dessus fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

4-2. Taux de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5% avant dévolution des travaux.

4-3. Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le maître d'œuvre, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

4-4. Coût de référence des travaux

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, il établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte des consultations tous lots confondus.

Ce coût est le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage. Il est ramené en valeur m_0 du contrat de maîtrise d'œuvre par application du coefficient de réajustement C_r défini ainsi :

$$C_r = BT01_{e-4} / BT01_{t-4}$$

avec : $BT01_{e-4}$ valeur de l'index "tous corps d'état" au mois m_0 , moins 4 mois, du contrat de maîtrise d'œuvre ;
 $BT01_{t-4}$ valeur de l'index "tous corps d'état" au mois m_0 , moins 4 mois, des offres du contrat de travaux.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût de référence des travaux dépasse le seuil de tolérance et si le maître de l'ouvrage déclare la consultation infructueuse, le maître d'œuvre a l'obligation de reprendre les études, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 21 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure de consultation ou engager une négociation.

4-5. Variantes et solutions techniques complémentaires ou alternatives

Le maître d'œuvre propose au maître de l'ouvrage d'autoriser ou non les variantes, y compris celles permettant l'utilisation de matériaux recyclés. Dans le cas de variante, il propose les exigences minimales à respecter.

Sur proposition du maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage décide du contenu des solutions techniques complémentaires ou alternatives à retenir dans les dossiers de consultation.

ARTICLE 5. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Dans le cadre de sa présente mission, le maître d'œuvre est chargé de faire appliquer les dispositions du marché de travaux liant les entreprises et le maître de l'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

5-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement

Le coût initial des marchés de travaux est celui qui résulte des marchés de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m_0 du premier marché par application du coefficient de réajustement C_r défini ainsi :

$$C_r = BT01_{1t-4} / BT01_{2t-4}$$

avec : $BT01_{1t-4}$ valeur de l'index "tous corps d'état" au mois m_0 , moins 4 mois, du premier marché de travaux ;
 $BT01_{2t-4}$ valeur de l'index "tous corps d'état" au mois m_0 , moins 4 mois, du marché de travaux concerné.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Un avenant constate et arrête le montant du coût initial des contrats de travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

5-2. Taux de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le coût initial des marchés de travaux est assorti d'un taux de tolérance **de 5%**.

5-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des marchés de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

5-4. Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût total définitif des travaux est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées. Sont exclus, les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du maître d'œuvre (modifications qui s'imposent au maître de l'ouvrage après la passation des marchés de travaux).

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m_0 du premier marché par application du coefficient de réajustement C_r tel que défini à l'article 5-1 ci-dessus.

5-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires

5-5.1. Définition

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le maître d'œuvre et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m_0 "Travaux".

Ces modifications sont classées par le maître de l'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet, demandées par le maître de l'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le maître d'œuvre estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de **l'article 3.1.3. ci-dessus**.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du maître d'œuvre.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux définis à **l'article 5-4 ci-dessus**.

Catégorie 3 : modifications dans la consistance des travaux dues à des aléas de chantier ou à des évolutions de la réglementation en cours de chantier.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le maître d'œuvre estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de **l'article 3.1.3. ci-dessus**.

5-5.2. Modalités d'acceptation

Les fiches de travaux modificatifs et les propositions de classement, établies par le maître d'œuvre, sont soumises à décision du maître de l'ouvrage.

Les décisions du Maître de l'ouvrage relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du maître d'œuvre, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le Maître de l'ouvrage.

5-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût total définitif des travaux est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 5-3 et 5-4, le maître d'œuvre supporte une réduction de son forfait de rémunération égale à :

$(\text{Coût total définitif des travaux} - \text{coût prévisionnel des travaux y compris seuil de tolérance}) \times 20 \%$

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

5-7. Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1-5 du présent contrat, la "direction de l'exécution des contrats de travaux" incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. A ce titre il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

5-8. Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des contrats de travaux", le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Cependant, en aucun cas le maître d'œuvre ne peut notifier, sans qu'ils aient été soumis au préalable au visa du maître d'ouvrage selon les modalités prévues à l'article 5-5.2 ci-dessus., visa valant acceptation des propositions du maître d'œuvre, ou sans décision écrite du maître d'ouvrage, les ordres de service ayant une incidence financière ou une incidence sur les délais.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés par le maître d'œuvre à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.8 du C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux. L'entrepreneur retourne au maître d'œuvre un exemplaire complété par la date de réception et signé ; le maître d'œuvre en transmet une copie au maître de l'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile conformément à l'article 6.2 du présent CCP.

ARTICLE 6. DELAIS ET PENALITES

L'acte qui vaut commencement d'exécution du marché est sa notification.

6-1. Point de départ du délai par éléments de mission

6-1.1. Etudes :

Élément de mission	Point de départ du délai
DIAG, AVP, PRO, EXE	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération. <input type="checkbox"/>

- ☐ En aucun cas l'approbation ou la recevabilité tacite ne vaut autorisation de commencer l'élément de mission suivant.

6-1.2. ACT :

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
DCE	Préparer le(s) Dossier(s) de Consultation des Entreprises (DCE).	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération. <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Analyse des candidatures	Fournir le rapport d'analyse des candidatures ou du contenu de la première enveloppe.	Date de la remise au maître d'œuvre des plis contenant les candidatures ou de la première enveloppe.
Analyse des offres	Fournir le rapport d'analyse des offres.	Date de la remise au maître d'œuvre des plis contenant les offres.
Mise au point des dossiers marchés	Procéder à la mise au point du/des dossier(s) marché(s).	Date de la décision d'attribution des marchés.

- ☐ ☐ En aucun cas l'approbation ou la recevabilité tacite ne vaut autorisation de commencer l'élément de mission suivant.

6-1.3. DET :

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Comptes rendus de réunion	Etablir et diffuser les comptes rendus de réunion.	Date de la réunion.
Constats	Procéder aux constatations.	Date de la demande de l'entrepreneur.
Notification des décisions	Notifier les décisions du maître de l'ouvrage	Date de réception de la décision du maître de l'ouvrage
Mémoires de réclamation	Instruire les mémoires de réclamation.	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.
Etat d'avancement	Etablir l'état d'avancement.	cf. 6-2 ci-après.
Projets de décomptes finaux, décomptes généraux et soldes	Vérifier les projets de décomptes finaux des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes.	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

6-1.4. OPC :

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Calendrier des documents d'exécution	Etablir le calendrier d'établissement des documents d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Point de départ de la ou de chaque période de préparation
Calendrier détaillé	Etablir le calendrier détaillé d'exécution des travaux notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Point de départ de la ou de chaque période de préparation
Mise à jour du calendrier détaillé	Mettre à jour le calendrier détaillé d'exécution des travaux notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de réception de la demande de l'ordre de service du maître de l'ouvrage

6-1.5. AOR :

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
OPR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR).	Date de réception, par le maître d'œuvre, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.
Proposition de réception	Proposer la réception au Maître de l'ouvrage et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	Date du procès-verbal des OPR
DOE <input type="checkbox"/>	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage.	Après réception par le maître d'œuvre de tous les documents dus par les entrepreneurs.
Examen des désordres	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).	Date de saisine par le maître de l'ouvrage
PV de levée des réserves	Etablir le procès-verbal de levée des réserves.	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.

- ☐ Certains documents (pièces nécessaires à l'ouverture au public, au fonctionnement et à la maintenance de l'ouvrage, etc.) doivent être remis au plus tard lors des opérations préalables à la réception

6-2. Délais et pénalités

6-2.1. Délais et pénalités appliqués aux éléments de mission

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des délais définis au 6-2.1 ci-dessous, le maître d'œuvre subit une pénalité journalière fixée à :

Élément de mission	Tâche	Délai *	Pénalité
DIAG		30 jours	50 €
AVP		42 jours	50 €
PRO		28 jours	50 €
ACT	Préparer les DCE	14 jours <input type="checkbox"/>	50 €
	Analyse des offres	14 jours	50 €
	Mise au point des dossiers marchés	14 jours	50 €
DET	Comptes rendus de réunion	5 jours	50 €
	Constats	7 jours	50 €
	Notification des décisions	5 jours	50 €
	Mémoires de réclamation	21 jours	50 €
	Etat d'avancement	Au plus tard le 10 de chaque mois	30 €
	Projets de décomptes finaux	<input type="checkbox"/>	50€
OPC	Calendrier des documents d'exécution	15 jours	50 €
	Calendrier détaillé	15 jours	50 €

Élément de mission	Tâche	Délai *	Pénalité
	Mise à jour du calendrier détaillé	10 jours	50 €
AOR	OPR	15 jours	50 €
	Proposition de réception	7 jours	50 €
	DOE	21 jours	50 €
	Examen des désordres	7 jours	50 €
	PV de levée des réserves	10 jours	50 €

* jours calendaires

☐ Toutefois ces délais pourront, éventuellement, être modifiés par voie d'avenant en fonction de la nature de chaque DCE.

☐ Jusqu'à la plus tardive des 2 dates suivantes :

- 15 jours après la réception du projet de décompte final ;
- 15 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

6-2.2. Autres pénalités

Le défaut de mention de la date de réception ou de remise de la demande de paiement des entrepreneurs entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 50 € par demande présentée.

Le délai dans lequel le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte mensuel est de 7 jours à compter de la réception de la demande du titulaire. En cas de dépassement de ce délai pour vérifier les projets de décomptes mensuels des marchés de travaux et de versement des intérêts moratoires par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre encourt une pénalité forfaitaire égale au montant de ces intérêts qui lui sont directement imputables.

ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT DE SURETE

Par dérogation à l'article 28 du CCAG, les prestations ne font pas l'objet d'une garantie technique.

7-1 Retenue de garantie

Sans objet.

7-2 Avances

Il n'est pas prévu d'avance.

ARTICLE 8. APPROBATION - RECEPTION - ACHEVEMENT DE LA MISSION

8-1. Approbation ou accord des documents présentés par le maître d'œuvre

8-1.1. Présentation des documents

Par dérogation à l'article 39, 2^{ème} alinéa du CCAG., le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit, le maître de l'ouvrage, de la date à laquelle les documents lui seront présentés.

8-1.2. Nombre d'exemplaires

Les documents présentés par le maître d'œuvre sont remis au maître de l'ouvrage, le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir sur support papier relié :

Élément de mission	Document	Nombre d'exemplaires
DIAG	Etudes de diagnostic	2
AVP	Avant-Projet	1
	Déclaration préalable	1
PRO	Études de projet	2
EXE	Études d'exécution	1
ACT	Dossier de consultation des entreprises	1

Élément de mission	Document	Nombre d'exemplaires
AOR	Dossiers des Ouvrages Exécutés (D.O.E)	3

En complément des exemplaires sur papier relié cités ci-dessus :

- chaque document sera remis par lien de téléchargement (plans au format pdf et dwg) ;
- les plans des Dossiers des Ouvrages Exécutés seront (format pdf et dwg) par un lien de téléchargement ;

8-1.3. Délais d'approbation des documents d'études

L'approbation consiste en l'acceptation par le maître de l'ouvrage des documents d'études correspondant à l'élément de mission remis et conformes aux prescriptions du contrat.

Les décisions relatives à cette approbation interviendront dans les délais suivants :

Élément de mission	Document	Délai *
DIAG	Etudes de diagnostic	14 jours
AVP	Avant-projet	14 jours
PRO	Études de projet	14 jours
OPC	Calendrier détaillé d'exécution des travaux	14 jours

* jours calendaires

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose, pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage de ces documents.

L'approbation peut être assortie de conditions à prendre en compte par le maître d'œuvre.

8-1.4. Délais d'approbation des autres documents présentés

Élément de mission	Document	Délai
AVP	Dossier d'autorisation administrative	14 jours
PRO	Dossier de consultation des entreprises (DCE)	21 jours
	Analyse des offres	7 jours
AOR	Dossiers des ouvrages exécutés (DOE)	28 jours

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage de ces documents.

8-2. Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (G.P.A. prévu à l'article 44.1 2^{ème} alinéa du CCAG applicable aux marchés de travaux)
- la levée de la dernière réserve ;
- la réception de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) ;
- l'instruction du dernier mémoire en réclamation des entreprises.

ou lorsque le maître de l'ouvrage décide que les obligations contractuelles du maître d'œuvre sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le maître de l'ouvrage, sur demande du maître d'œuvre.

8-3. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 36 du CCAG-PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques telles que définies à l'article 1.5 du présent contrat.

8-4. Résiliation du contrat

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 et 36 à 42 inclus du CCAG-PI, avec les précisions suivantes :

8-4.1. Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage de l'article 40 du CCAG-PI est fixé à 4 %.

8-4.2. Résiliation du contrat au tort du maître d'œuvre ou cas particulier

Si le présent contrat est résilié dans l'un des cas prévus à l'articles 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du maître d'œuvre (article 37 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

8-4.3. Résiliation du contrat pour redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

Par dérogation de l'article 37.2 du CCAG-PI, Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le Maître de l'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 9 – AUTRES CLAUSES

Le CCAG-PI s'applique pour les dispositions non prévues dans le présent contrat.